

Les subsides

Je dois avouer qu'encore tout récemment, nos amis néo-démocrates avaient réussi à se maintenir à flot en citant en exemple les politiques du seul pays industrialisé important qui ait adopté la voie des dépenses, soit le gouvernement socialiste de France. Nous savons tous à quoi cela a abouti, à un taux d'inflation de 14 p. 100 et à la conclusion il y a quelques jours que la seule façon de redonner une économie saine à la France consistait à s'attaquer à l'inflation et qu'il fallait pour cela imposer un programme d'austérité.

J'aimerais citer certaines observations parues dans le *Wall Street Journal* du 14 juin concernant le genre de programme d'austérité que le régime socialiste français a jugé bon d'imposer pour remédier au problème incessant de l'inflation. Tout d'abord, le premier ministre français a décrété un gel de quatre mois des prix et des salaires afin de réduire le taux d'inflation de 14 p. 100. Il y a eu également dévaluation du franc français, et à la suite de la dévaluation en France et de la réévaluation en Allemagne, le franc accuse une baisse de 10 p. 100 par rapport au mark allemand.

Il a fallu s'attaquer également au déficit énorme de la France. Comment cela se fera-t-il? Par des mesures d'austérité. Les réserves françaises de devises étrangères ont diminué considérablement ces dernières semaines pour soutenir le franc. Parmi ces mesures, notons que le salaire minimum pourra augmenter de 3.2 p. 100. Cela quand le taux d'inflation s'établit actuellement à 14 p. 100.

On y signale que, compte tenu de ses priorités socialistes, le gouvernement a déclaré que les allocations familiales, les crédits affectés au logement et les pensions pourraient monter de 6 p. 100, soit 8 points de moins que le taux actuel d'inflation en France. Le premier ministre, M. Mauroy, a affirmé que l'objectif immédiat de son gouvernement était d'abaisser l'inflation à moins de 10 p. 100, et l'an prochain, de contenir l'inflation à 8.5 p. 100.

J'espère que nos amis néo-démocrates commencent à comprendre que leurs cousins de France ont enfin compris que l'inflation est le problème fondamental et que les politiques expansionnistes, les déficits croissants du gouvernement et l'intervention accrue du secteur public sont incompatibles avec une position anti-inflationniste. On ne peut avoir les deux à la fois. La France l'a compris. Dépenser n'est pas une solution aux difficultés économiques auxquelles nous nous heurtons actuellement.

Je présume que nous appartenons tous à une génération politique qui a connu des temps fort prospères. Si nous remontons au début des années 70, nous avons eu alors environ 25 ans de prospérité soutenue et de productivité accrue après la Deuxième Guerre mondiale. Voilà pourquoi un grand nombre de gens de notre génération, et j'ai le privilège d'inclure le député de Kamloops-Shuswap dans ma génération, bien que je sois un peu plus âgé, ont grandi en pensant que les dépenses pouvaient régler n'importe quel problème. Nous savons qu'il n'en est rien.

Un ancien slogan, et je présume que de nombreux députés le connaissent bien, disait: Dépensez, dépensez, dépensez, éliminez, éliminez, éliminez. Chaque proposition et programme proposés par nos amis néo-démocrates devrait être accompagné de ce slogan modifié: Dépensez, dépensez, dépensez, gonflez, gonflez, gonflez. J'estime, et que Dieu nous épargne le jour dont rêve le

député de Kamloops-Shuswap où son parti formerait le gouvernement canadien, que ce serait une épitaphe appropriée à inscrire sur notre tombe économique nationale. De toute façon, nous savons que la France a tenté d'adopter cette solution et a échoué. Nous savons que cette solution a été rejetée par tous les autres membres de l'OCDE parce qu'elle ne peut rien contre le dilemme où est enfermé le pays.

[Français]

... je pense qu'on dit en français «un couteau à deux tranchants», n'est-ce pas? C'est-à-dire il y a des effets positifs pour une certaine période de temps mais ensuite il y a des problèmes extrêmement négatifs. Il y a toujours la question de la réciprocité. On sait très bien, monsieur l'Orateur, que notre pays, le Canada, dépend tellement de notre commerce international que la question du protectionnisme souvent préconisée par nos collègues d'en face et même il me semble par l'honorable député de York-Peel (M. Stevens) qui recommande même une telle approche qui peut être, dans les circonstances où se trouve notre pays, extrêmement négative.

[Traduction]

Nous sommes aux prises avec de véritables problèmes, franchement et peut-être inconsciemment, parce que nous ne comprenons pas comment fonctionnent l'économie canadienne et les marchés de capitaux, comment les investisseurs raisonnent et comment sont motivés les partisans de la libre entreprise. Il existe, je pense, une absence flagrante de compréhension. Si bien qu'au lieu d'être utiles, les propositions de nos collègues qui croient dans l'option socialiste, contribuent en fait à aggraver des problèmes de politiques dans l'esprit de leurs commentants ainsi que dans l'esprit des Canadiens, propositions qui sont extrêmement négatives pour notre pays et qui ne contribueront pas à résoudre les problèmes de nos concitoyens aux prises avec de graves difficultés et pour lesquels le député manifeste tant de sollicitude.

• (1750)

Je crois que le Nouveau parti démocratique cherche à faire croire à ses fidèles que les revenus devraient toujours augmenter. En somme, que l'inflation devrait faire partie de la vie de tous les jours. Nous devons rechercher précisément le contraire. Nous devons convaincre les gens que l'inflation doit être combattue. Nous ne pourrions jamais atteindre à la prospérité ni exploiter notre potentiel ni nos ressources dont nous dépendons tellement, si nous appliquons les politiques inflationnistes que recommande ce parti. Le député ne veut certainement pas nous entraîner sur la même voie que l'Argentine et le Brésil en ce qui concerne l'inflation. Voilà ce qui se passerait, monsieur l'Orateur, avec le genre de politique que recommande ce parti.

A mon avis, ce dernier pense uniquement à la génération actuelle sans se soucier des autres et nous incite à penser d'abord à nous aux dépens de la société. En des moments aussi difficiles il est indispensable d'avoir le sens de la responsabilité collective.

Des voix: Bravo!

M. Johnston: Vous pouvez bien accuser les gouvernements, accuser les entreprises, mais cela ne règlera par le problème. Pour aider notre pays, nous devons unir nos efforts et tendre vers un même but.